À propos du plan B de Madrid

Le 24-03-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

19 février 2016

Déclaration de la coordination européenne anti-euro sur les journées du plan B de Madrid

Lors de la réunion du plan B pour l'Europe, les 23 et 24 janvier 2016, à Paris, co-existaient deux positions opposées : l'une, défendue par une partie des intervenants, comme Frédéric Lordon, en faveur du démantèlement de l'union monétaire, de façon ordonnée et collective, ou par la sortie unilatérale des pays qui ne peuvent continuer à supporter les exigences de la troïka, comme c'est le cas aujourd'hui en Grèce, mais aussi dans d'autres pays du pourtour méditerranéen. L'autre position défendue s'inscrivait dans la traditionnelle ambiguïté existant à gauche sur la façon de constater et de dénoncer sans la résoudre la crise de l'euro, générant confusion et désordre au sein de la population et des forces de gauche engagées.

Ce sont les tenants de cette position ambiguës et illusoire qui ont été chargés de l'organisation de la seconde réunion du plan B qui se tient du 19 au 21 février à Madrid.

Alors que les perspectives de l'économie mondiale s'assombrissent et que l'UE est toujours dans l'incertitude, paralysée, sans espoir de résoudre les problèmes politiques, sociaux et économiques qui touchent toute l'Union, dont certains pays avec une gravité inhabituelle, le contenu du programme de cette nouvelle réunion s'avère lamentable, confus, ne clarifie rien idéologiquement et surtout est politiquement irréaliste et inutile. Comme le montrent les modestes objectifs proposés : lutter contre la politique d'austérité imposée par les institutions à tous les gouvernements et démocratiser le fonctionnement de l'Union. Comme si de petits changements dans les institutions pouvaient combattre la nature antidémocratique de l'union monétaire… avec des gouvernements dépourvus de tous les outils de la souveraineté pour concevoir les politiques économiques et sociales nécessaires aux peuples européens et soumis à des directives qui émanent du traité de stabilité budgétaire, adopté précisément pour maintenir l'austérité permanente.

Si, indépendamment de l'objectif, on examine le contenu, le programme de Madrid éloigne de plus en plus le débat de la question de l'euro. À notre avis, il est prouvé de façon claire que la grande crise européenne

actuelle est principalement causée par l'euro, qui établit implicitement des taux de change irrévocables entre les pays alors que leurs économies étaient et sont encore très différentes et quand il n'y a pas de politique fiscale commune contribuant à une redistribution des revenus déterminés par les marchés. Par conséquent, toute solution à la crise nécessite de repenser la question de l'euro, ce qui sera impossible de discuter à Madrid, à en juger par le programme de la conférence, plus caractéristique d'un montage/spectacle accueillant des dizaines d'intervenants représentant une grande diversité politique, dans la plupart des cas sans rapport avec les préoccupations suscitées par l'euro et la forme actuelle de l'Union européenne. De plus, la déclaration de lutte contre les politiques d'austérité reste simplement rhétorique : rompre avec le Traité de stabilité budgétaire et abolir la loi organique de stabilité budgétaire en Espagne ne sera pas abordé pendant ces journées. Un silence incompréhensible après qu'une lettre ouverte signée par plus d'une centaine de personnalités politiques et de militants sociaux ait été envoyée à la chambre des députés pour demander ces deux objectifs.

Tout en reconnaissant qu'il y a parmi les participants des personnalités qui, avec cohérence et fermeté, partagent notre point de vue et que par principe tout débat favorise la prise de conscience des peuples quant aux origines et sur les solutions à la crise, nous regrettons que cette nouvelle réunion se disperse sur diverses questions, certes discutables, mais qui détournent l'attention de la question fondamentale de l'union monétaire. Par exemple, en étant conscient des problèmes complexes qui se poseront lors les opérations de démantèlement de l'euro, ensemble ou séparément, ces réunions, qui rassemblent des gens informés, des politiciens expérimentés et des professionnels renommés, devraient servir à élaborer la politique et les outils nécessaires au recouvrement de la souveraineté monétaire de telle façon que ne puisse jamais se produire, comme cela est arrivé en Grèce après le référendum, le fait qu'un gouvernement ne dispose pas de vrai plan économique pour faire face à la troïka (indépendamment de la volonté de renoncer de Tsipras).

La Coordination européenne anti euro n'a pas été invitée à la conférence de Madrid, ni d'ailleurs à celle de Paris, pas plus que les membres de la plate-forme espagnole pour la sortie de l'euro. Ceci montre un fossé important entre les organisateurs de la conférence et tous ceux qui ont fixé la liquidation de l'union monétaire comme un objectif indispensable.

La Coordination européenne se développe parmi les forces politiques et sociales européennes. Elle prépare de prochains événements, débats et mobilisations, le renforcement de son organisation dans chaque pays pour y délivrer le message que l'émancipation des peuples exige de mettre fin à l'euro et de rompre avec l'UE actuelle dont le rôle impérialiste, par le biais de l'OTAN, ne peut être passé sous silence, avec les conséquences dramatiques connues.

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire